Sur le front germano-soviétique

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Pendant que neuf appareils « Rata » volaient en cercle autour de l'escadrille, six avions attaquèrent les bombardiers allemands. Mais l'ensemble des armes de bord de trois avions qui suivaient suffit à mettre le feu à ces constructions les plus modernes de l'industrie aéronautique soviétique, de sorte que ceux-ci s'écrasèrent au sol.

Plusieurs appareils furent si gravement touchés, qu'avant leur chute les ailes se détachèrent. Après avoir perdu leurs meilleurs appareils, les autres chasseurs soviétiques abandonnèrent la lutte, et tentèrent de se sauver dans les nuages. Mais les appareils allemands ne tardèrent pas à les rejoindre et réussirent encore à descendre six autres appareils « Rata ».

Les troupes germano-roumaines brisent la résistance d'importantes forces soviétiques

Berlin, 24 juin. — Au cours de combats acharnés, des troupes roumaines et allemandes ont brisé la résistance tenace d'importantes forces soviétiques. Les bolchevistes ont subi des pertes importantes.

Un sous-marin soviétique coulé par un sous-marin allemand

Berlin, 24 juin. — Au cours de la journée du 23 juin, un sous-marin allemand, après une brève lutte, a coulé un sous-marin soviétique, dans les eaux territoriales russes, à hauteur de Sindau-Windau.

Un destroyer soviétique est coulé par une mine allemande

Berlin, 24 juin. — Dans la mer Baltique orientale, un destroyer soviétique a heurté une mine allemande et a coulé.

Un appel du gouvernement au peuple slovaque

Presbourg, 24 juin. — Le docteur A. Tuka, président du conseil et ministre des affaires étrangères, a reçu, mardi à midi, M. Ludin, chargé d'affaires d'Allemagne à Presbourg, pour lui annoncer que la République slovaque se trouvait maintenant officiellement en guerre avec l'U. R. S. S.

La proclamation adressée par le gouvernement au peuple slovaque est rédigée en ces termes :

« En parfaite solidarité avec le Grand Reich allemand, le peuple slovaque a pris sa place pour la protection de la culture européenne. Des contingents de notre armée ont passé la frontière de la République slovaque pour se joindre à l'armée allemande engagée dans le combat. »

La rupture des relations diplomatiques entre la Hongrie et l'U.R.S.S.

Budapest, 24 juin. — Le représentant du ministre des affaires étrangères de Hongrie, M. Woerniié, a remis, mardi matin, au ministre des Soviets Charanoff, une note lui annonçant officiellement la rupture des relations diplomatiques entre la Hongrie et l'U. R. S. S.

La Turquie ne permettra pas aux bâtiments britanniques de passer les Détroits

Londres, 25 juin. — Les milieux compétents de Londres se rendent enfin compte de la véritable portée du pacte germano-turc. Ils soulignent, en effet, que même si cela était matériellement possible, la flotte britannique ne pourrait pas pénétrer en mer Noire pour porter secours aux Russes, aucun navire de guerre ne pouvant passer à travers les Détroits, tant que la Turquie n'est pas en guerre et, font-ils remarquer, le pacte d'Ankara entre le Reich et la Turquie indique malheureusement que cette dernière n'a pas l'intention d'être entraînée dans le conflit.

Un Conseil de cabinet s'est tenu à Tokio

Tokio, 24 juin. — Le cabinet japonais s'est réuni mardi sous la présidence du prince Konoye.

Le ministre de la guerre et le ministre des affaires étrangères ont entretenu leurs collègues des problèmes militaires et diplomatiques découlant de la nouvelle situation en Europe.

D'autre part, le ministre du commerce et le président de l'Office du plan ont traité des conséquences économiques que la guerre entre l'Allemagne et les Soviets entraînera pour le Japon.

Aucun communiqué n'a été publié.

Après la séance, le prince Konoye s'est rendu au palais impérial où il a fait un rapport à l'empereur.

Les ambassadeurs d'Italie et des Soviets ont eu un entretien au ministère des affaires étrangères avec M. Matsuoka.

Les femmes et enfants japonais quittent l'U.R.S.S.

Tokio, 24 juin. — Selon des informations parvenues au ministère des affaires étrangères, l'ambassade japonaise à Moscou a décidé de faire rentrer au Japon les femmes et les enfants qui séjournent en U.R.S.S.

M. Serrano Suner harangue des manifestants à Madrid

Madrid, 24 juin. — A la question de savoir s'il est vrai qu'un corps expéditionnaire espagnol ira se battre contre les Bolcheviks, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a répondu qu'il n'était pas autorisé à faire une déclaration quelconque à ce sujet. Il affirma cependant que plusieurs millions d'Espagnols le désirent vivement. Il ajouta que la nouvelle de la guerre contre la Russie a été accueillie avec une vive satisfaction par le gouvernement espagnol, car l'U.R.S.S. est l'ennemi commun, contre lequel la guerre de la libération de l'Espagne représenta un des efforts les plus généreux et héroïques.

Mardi matin s'est déroulée à Madrid une manifestation monstre à laquelle ont pris part plusieurs milliers d'étudiants et des membres de la Phalange, précédés de fanions et de calicots.

Les manifestants se rassemblèrent finalement devant le siège du parti où se trouvaient réunies de hautes personnalités phalangistes parmi lesquelles M. Serrano Suner. Le ministre des affaires étrangères a harangué la foule dans les termes suivants :

« Camarades. Ce n'est pas le moment de prononcer de longues phrases. La Phalange prononce en ce moment son verdict : l'U.R.S.S. est coupable ; l'U.R.S.S. a été l'instigatrice de notre guerre civile.

« Camarades. Ayez à présent en mémoire la voix qui vous appellera ! Soyez prêts ! La liquidation de l'Union soviétique s'impose avec urgence dans l'histoire de l'Europe ».

Dans l'après-midi, les manifestations ont pris des formes particulièrement impressionnantes dans la capitale espagnole et dans plusieurs autres villes.

L'Angleterre et l'U.R.S.S.

Un discours de M. Eden aux Communes démontre que l'Angleterre a incité les Soviets à la guerre

Amsterdam, 24 juin. — Le service des informations anglais annonce qu'un débat sur la situation politique a eu lieu aux Communes.

Après que M. Churchill eût déclaré, en guise d'introduction, qu'il comptait encore pouvoir réunir, au cours de l'été, une conférence de guerre impériale, M. Eden parla des relations entre l'Angleterre et l'U.R.S.S.

Se basant sur le leit-motiv de la propagande anglo-saxonne que l'Allemagne vise à la domination mondiale et que la lutte contre les Soviets n'en est qu'un des buts et des moyens, M. Eden a rappelé que, déjà en 1935, l'Angleterre avait convenu à Moscou, avec le gouvernement des Soviets, de faire une déclaration disant que, dans aucune question primordiale de politique internationale, il n'existait un conflit d'intérêts entre les deux puissances.

M. Eden ajouta que les directives établies à ce moment sont, actuellement, encore plus pertinentes qu'à cette époque. A de nombreuses occasions, l'Angleterre a discuté, dans le passé, la possibilité d'une collaboration avec la Russie soviétique et elle s'est efforcée d'éliminer les difficultés éventuelles.

Dans cet ordre d'idées, M. Eden a, d'une part, démenti qu'il existât un accord anglo-soviétique relatif aux Balkans, mais il a confirmé ce qui avait déjà été dit par M. Churchill, à savoir qu'eu égard aux prétendus plans d'attaque de l'Allemagne, le gouvernement anglais s'était mis en rapport avec Moscou, « afin d'écarter le danger qui menaçait l'Union soviétique ».

Avec l'autorisation du premier ministre et à la lumière des renseignements qu'il détenait, M. Eden a personnellement mis au courant et averti l'ambassadeur soviétique à Londres.

M. Eden a souligné le rôle que sir Stafford Crippe avait joué après les échanges de vues entre Moscou et Londres et il a déclaré à ce propos : « Par son influence et par son exemple, sir Stafford Crippe a su démontrer à l'Union soviétique que le gouvernement anglais désirait ardemment normaliser les relations réciproques entre les deux Etats. Quand sir Stafford Crippe retournera à Moscou, il y jouera le rôle de conseiller et de chef de l'aide que le gouvernement anglais est actuellement décidé à accorder à l'U.R.S.S. Des pourparlers sont actuellement en cours à ce sujet. Le gouvernement soviétique a déjà fait savoir par son ambassadeur qu'il donnait son assentiment à l'envoi de missions économique et militaire en U.R.S.S.

Les mesures prises contre les communistes anglais sont rapportées

Londres, 24 juin. — Les journaux communistes interdits depuis la guerre reparaissent depuis dimanche. Les principaux chefs communistes anglais, qui se trouvaient dans les camps de concentration, ont été remis en liberté.

Les Etats-Unis aideront les Soviets

New-York, 24 juin. — Le journal « Herald Tribune » apprend de Washington que les Etats-Unis sont décidés à aider les Soviets. Ainsi, par exemple, il paraît probable que le gouvernement américain libérera très prochainement les avoirs soviétiques qui avaient été bloqués.

De son côté, le « New-York Times » écrit que le genre d'aide à l'U.R.S.S. et la mise en application de celle-ci pourraient être influencés par les considérations de politique intérieure.

M. Roosevelt reçoit lord Halifax

New-York, 24 juin. — Le « New-York Times » apprend de Washington que lord Halifax, ambassadeur d'Angleterre, a conféré aujourd'hui avec le président Roosevelt après avoir eu préalablement un entretien avec M. Oumansky, ambassadeur de l'U. R. S. S.

Lord Halifax était accompagné de trois membres du ministère des munitions anglais.

Une déclaration de M. Marquet, maire de Bordeaux

Bordeaux, 24 juin. — Au cours d'une réunion, M. Adrien Marquet, ancien ministre de l'intérieur et actuel maire de Bordeaux, a fait les déclarations suivantes :

« L'ordre social se trouve du côté des armées allemandes. Si la formidable entreprise allemande ne réussissait pas, l'Europe connaîtrait une longue période d'anarchie politique. Après une victoire de la coalition capitaliste-bolcheviste, les deux partenaires se feraient la guerre et le bolchevisme en sortirait vainqueur.

Si chaque Français, malgré les heures graves, ne pense qu'à la France, il doit choisir entre le rapprochement germano-français et la dictature que lui imposerait le marxisme soviétique.

Des gens déraisonnables se réjouissent de la nouvelle tournure prise par la guerre. Ils n'ont pas compris le sens profond des événements extraordinaires qui se déroulent devant nos yeux.

Trois formes de civilisation sont en opposition : le libéralisme capitaliste et parlementaire défendu par l'Angleterre ; le bolchevisme marxiste de Staline, et le national-socialisme, qui a jeté toutes les forces de l'Allemagne dans la lutte.

Cette guerre n'est plus une guerre comme les autres. Sur le plan internationale, c'est une guerre civile dont l'issue fixera notre sort. Le bolchevisme menace le monde entier. »

COMMENT L'OUVRIER ALLEMAND a apporté son adhésion au régime hitlérien

M. Hans Munter répond à cette question : « Pourquoi l'ouvrier allemand est-il pour Adolf Hitler ? » dans une brochure où il commence par souligner la transformation extraordinaire qui s'est produite dans l'état d'esprit de la classe populaire du Reich.

Tous les ouvriers, écrit-il, « qui chantaient avec enthousiasme l'Internationale, chantent aujourd'hui, pénétrés de foi, le « Horst Wessel Lied » ; eux tous qui vociféraient leurs : « A bas ! » quand ils apercevaient l'étendard à croix gammée ou les hommes en chemise brune, acclament aujourd'hui le Führer de leurs « Heil ! »

Cette évolution est la résultante de tous les événements politiques et sociaux qui se sont déroulés en Allemagne depuis 1918.

M. Hans Munter fait un exposé détaillé des réformes économiques qui ont été tentées successivement en Allemagne dès la fin de la guerre mondiale jusqu'à l'avènement du régime national-socialiste. Aucune ne put être menée à bonne fin ; aucune ne parvint à améliorer le sort de l'ouvrier.

Au contraire, l'inflation monétaire et plus tard la faillite des institutions créées par la « démocratie économique » réduisirent les classes laborieuses allemandes à la pire détresse en même temps qu'elles ruinèrent en elles l'espoir de voir leur situation s'améliorer par le jeu des institutions existantes.

Le terrain était donc déblayé quand Adolf Hitler prit le pouvoir, ce qui ne veut pas dire, remarque M. Hans Munter que les ouvriers se rallièrent aussitôt à la parole des chefs nationaux-socialistes qui leur promettaient du travail et du pain. « Ne serait-ce pas, pensaient les ouvriers, la main de la servitude, le travail de l'esclave ? »

Les syndicats ouvriers furent supprimés le 2 mai 1933 et leur succession fut confiée au Front du travail. C'est de cette date que naît la construction nationale-socialiste.

L'ouvrier allemand pourrait craindre de se trouver désormais du jour au lendemain, vis-à-vis de son employeur. Or, que vit-il ?

« La loi faisait entrer dans la vaste communauté populaire toutes les classes représentatives, avec tous leur effectif, depuis le grand patron jusqu'au dernier manœuvre, pour les soumettre aux lois de cette communauté du peuple. L'ouvrier comprit qu'il ne s'agissait pas d'une phrase vaine, lorsqu'on assurait ainsi une protection particulière à l'honneur social qui, auparavant déjà, lui avait bien souvent imposé davantage que le profit purement matériel. Il vit quels furieux hurlements étaient prononcés contre les entrepreneurs qui enfreignaient cette loi. Ce n'était pas du tout la réaction, cette réaction sous forme de laquelle quelques-uns de ces messieurs s'étaient revêtus après le nouveau régime. C'était une loi nouvelle un ordre nouveau inconnu auparavant et qu'on n'avait pas tenu pour possible ».

* * *

M. Hans Munter insiste sur le fait que l'évolution psychologique de l'ouvrier allemand prit du temps. Ce n'est pas du jour au lendemain que l'adversaire se transforma en fidèle partisan.

« La crainte méfiante que tout cela ne fût peut-être qu'une réaction camouflée était trop forte en lui, trop profondément ancrée dans l'âme de l'ouvrier. La leçon immédiate des faits dissipa cette méfiance d'année en année, de mois en mois. L'assentiment à l'œuvre du Führer devint de plus en plus sans réserve et sans restriction ».

Depuis, la confiance mise par l'ouvrier allemand en Adolf Hitler ne s'est jamais démentie. M. Hans Munter fait remarquer que, seule, l'adhésion totale donnée par la classe ouvrière du Reich au nouveau régime peut expliquer l'augmentation considérable de la production allemande et son adaptation aux nécessités immenses de l'état de guerre. Des ouvriers qui travailleraient sous la contrainte morale ne sauraient être de bons producteurs. Il n'en est pas ainsi en Allemagne.

Ce sont les mêmes principes qui inspirent, dans notre région, la conduite des autorités d'occupation vis-à-vis des ouvriers français. Elles entendent faire comprendre à ceux-ci qu'ils doivent ne se préoccuper que de leurs propres intérêts et ne plus suivre des mécènes, dont l'agitation ne leur a toujours valu que des déboires.

— A La-Roche-sur-Yon, un incendie a détruit un dépôt d'autobus, faisant un million de dégâts.

Chronique régionale

Dans la région de Calais—Dunkerque, treize avions anglais ont été abattus

De Radio-Bruxelles :

Bruxelles, 25 juin. — Mardi soir, vers 20 h. 40, des avions de combat anglais, fortement protégés par des escadrilles de chasse, ont tenté une attaque contre la région de Calais-Dunkerque.

Au cours de violents combats aériens, l'ennemi a perdu treize appareils.

La vente des articles de soie et rayonne est interdite

Les préfets du Nord et du Pas-de-Calais ont pris en date du 23 juin un arrêté aux termes duquel est interdite, dans les deux départements, à compter du 24 juin et jusqu'à la mise en vigueur de la réglementation sur le rationnement, la vente des articles soie et rayonne.

Les examens du baccalauréat

Les dates d'admissibilité seront publiées aux jours et heures ci-après :

Séries A et A Prime : demain jeudi 26 juin, à 18 h.

Séries B et Mathématiques : vendredi 27 juin, à 18 h.

Série Philosophie : samedi 28 juin, à 18 h.

Ces listes tiendront lieu de convocation pour les épreuves orales. Elles seront adressées, au fur et à mesure de leur publication, à tous les établissements d'enseignement secondaire de l'Académie.

Les bureaux de l'office du baccalauréat seront exceptionnellement fermés au public, l'après-midi, du jeudi 26 juin au samedi 28 juin. Aucun renseignement ne sera donné par téléphone.

Les prix de vente des pommes de terre de la nouvelle récolte

Les prix d'achat en culture des pommes de terre dans les régions où l'arrachage est autorisé sont ainsi fixés par arrêté préfectoral pris conjointement par les préfets du Nord et du Pas-de-Calais :

Semaine du 20 au 26 juin : 245 fr. ; semaine du 27 juin au 4 juillet : 230 fr.

Les pommes de terre primeurs, de quelque provenance que ce soit, seront vendues dans le Nord ou le Pas-de-Calais aux prix suivants :

Semaine du 20 au 26 juin : Prix rendu gare négociant-destinataire : 425 fr. ; prix au détaillant : 450 fr. ; prix au consommateur : 500 fr.

Semaine du 27 juin au 4 juillet : 413 fr., 435 fr., 485 fr.

Le prix du transport maximum est fixé à 20 fr. les 100 kilos. La différence entre le prix du transport réel et le prix de 20 fr. sera versée à la Caisse de compensation Comptoir des Flandres et de la Vallée de la Lys, banque du Crédit du Nord à Lille.

Toutes les sommes provenant des frais et marges non justifiés seront versées à la Caisse du Comptoir des Flandres et de la Vallée de la Lys, sauf les taxes nationales, soit : taxe de gestion, 2 fr. ; taxe de péréquation, 5 fr. ; taxe pour le financement de contrats de cultures, 10 fr., soit au total 17 fr. qui seront versés au compte du Bureau central de répartition de la pomme de terre : 3, rue Arnould de Vuez à Lille, compte chèques postaux 107 09, Lille ; à Fonnes, pour le compte du Bureau national.

Les dispositions de l'arrêté du 13 juin fixant les prix des pommes de terre d'origine italienne sont abrogées.

LILLE

Un dévaliseur de clapier est pris sur le fait

La police a déféré au parquet, le nommé Théophile Charline, 48 ans, chiffonnier, 70 bis, rue de Flandre. Cet individu a été surpris, au moment où il s'emparait de deux lapins dans un jardin, situé au lieudit Pont Royal. Les animaux appartenaient à Mme Jeanne Vandesteenne, 29, rue de Jemmapes.

Un sac à main renfermant 5.000 fr. disparaît

Mme Yvonne Dastaillieur, gérante et vendeuse dans un magasin de gants, 25, rue Nationale a porté plainte pour vol d'un sac à main contenant 5.000 francs qu'elle avait déposé dans le couloir de l'immeuble où elle travaille.

Bayonne, 25 juin. — Le président du comité du ravitaillement de la ville de Bayonne est inculpé de hausse illicite portant sur un stock de thon et de sardines valant plus de dix-neuf millions.

Communiqué officiel italien

ROME, 24 JUIN. — *Le quartier général des forces armées communique :*

En Afrique du Nord, à Tobrouk, des avions italiens et allemands ont bombardé, lundi, des positions fortifiées et un rassemblement de véhicules motorisés.

Au cours du nettoyage du champ de bataille de Sollum, le nombre des chars blindés anglais capturés par les forces de l'Axe a été de 249, dont 12 intacts.

En Afrique orientale, le 22 juin, les troupes de la garnison d'Uoolchefit, commandées par le lieutenant-colonel Gonnella, au cours d'une poussée audacieuse, ont pénétré profondément dans les lignes ennemies, infligeant des pertes considérables à l'adversaire et capturant des prisonniers, des canons, des armes et des munitions.

Un détachement Amhara et un détachement Altipiano se sont particulièrement distingués au cours de cette action.

Lundi, trois avions anglais ont exécuté à basse altitude un vol au-dessus de Syracuse. L'hôpital de la Croix-Rouge a été touché et une femme tuée.

ROUBAIX

LE CONSEIL MUNICIPAL a établi un troisième projet de budget pour 1941

LE DÉFICIT ATTEINT 4.396.776 fr.

Une subvention équivalente sera sollicitée de l'Etat.

Le conseil municipal de Roubaix a tenu une réunion mardi à 17 h.

M. Fleuris Vanherpe, maire, présidait. Après l'élection d'un secrétaire de séance, on passa au vote de dépenses imprévues. Celles-ci, qui se montent à 25.442 fr., furent adoptées.

Les débours du service de la police, qui atteignirent 2.130 fr., furent aussi homologués.

Puis, pour permettre le paiement des secours aux nécessiteux et aux habitants privés de ressources par la guerre, le conseil décida une demande d'avance, pour le mois de juin, d'un million 200.000 fr. Les bénéficiaires sont au nombre de 3.200.

On passa ensuite à la question de l'augmentation des tarifs de l'octroi, tarifs dont nous parlons plus loin. Cette augmentation sera mise en vigueur à partir du 1er juillet. L'augmentation du tarif des licences, selon la loi du 16 janvier 1941 fut aussi votée.

Le conseil désigna des délégués à l'Office public municipal d'habitations à bon marché. Ont été nommés MM. Fleuris Vanherpe, maire, président de droit ; Charles Bauduin, Valentin Vanooteghem et Alphonse Verbeurgt, conseillers délégués dans les fonctions d'adjoint ; Georges Clément et Alphonse Carette, conseillers municipaux.

Enfin, l'Office public d'habitations à bon marché avant sollicité un emprunt de 775.000 fr. de la Caisse des dépôts et consignations, la ville lui accorda sa garantie. Cet emprunt de 775.000 fr. est prévu pour 40 ans à 2 % d'intérêt. Il permettra de faire les réparations nécessitées par le cyclone de l'an dernier, et le pose de compteurs à eau dans les appartements.

Le budget

Avant d'être soumis à l'approbation du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, le budget primitif de 1941 a été étudié par les services préfectoraux.

Et, pour la deuxième fois, M. le préfet du Nord a renvoyé ce projet à la mairie.

Le conseil municipal s'est donc livré à une nouvelle étude du projet et l'a révisé pour atteindre — autant que faire se peut — l'équilibre par des compressions rigoureuses des dépenses, et par le rendement le plus élevé possible de toutes les recettes susceptibles d'être recouvrées.

Le premier projet prévoyait un déficit de 9 millions 748.803 frs. Mais, dans ce projet, on incorporait le remboursement par l'Etat d'une somme de treize millions, montant des secours alloués aux habitants privés de ressources. Or, il fallut supprimer cette somme du projet, l'inscription de ces treize millions dans le chapitre « recettes » ne pouvant être envisagée.

Du coup, le déficit fut porté à 22 millions 748.803 fr. 40.

La commission des finances se remit donc à l'ouvrage, et les efforts portèrent sur une nouvelle réduction de dépenses de 699 800 fr. ; un relèvement des prévisions de recettes pour un total de 1.480.000 fr. ; la création d'une taxe de 8 % sur le gaz et l'électricité, qui doit permettre d'encaisser d'ici la fin de l'année, une somme d'environ 1 million, soit en tout une compression de 3 millions 179.800 fr. Le déficit en était d'autant allégé, et ne s'élevait par 19 millions 569.003 fr. 40.

Ce deuxième projet ne donna pas encore satisfaction, et le ministre, cette fois, indiqua à la ville que le déséquilibre était encore trop net pour qu'un second effort ne fût pas entrepris. Mais il admit que les économies susceptibles d'être réalisées sur les dépenses compressibles, étaient loin de dégager des crédits suffisants.

Il conclut en disant que la Ville est contrainte de demander davantage à ses impositions ou à ses services publics.

« Roubaix, dit le ministre, doit certainement pouvoir obtenir une amélioration du rendement de ses impositions puisque avec 635 centimes elle est, parmi les villes de plus de 100.000 habitants, celle qui est aujourd'hui la moins imposée ».

On refondit donc ce projet, décidément laborieux, et on en établit un troisième. Nous disons plus haut que le remboursement par l'Etat d'une somme de treize millions pour le paiement de secours aux habitants privés de ressources ne pouvait correspondre à aucune recette effective au titre de l'exercice 1941.

Mais, en vérité, le déficit ne se trouvera cependant pas, pour autant augmenté, puisque corrélativement le crédit de 13 millions prévu en dépenses à l'effet d'accorder des secours aux habitants privés de ressources doit, lui aussi, être supprimé. Ce crédit se superpose, en effet, aux crédits normaux d'assistance et de chômage : (42.463.000 frs). Si l'on note que grâce au Secours national et aux allocations service sur les crédits de réduits, les misères plus spécialement dues aux circonstances présentes — et qu'aucun régime d'assistance ou d'aide aux travailleurs sans emploi, ne permettrait de pallier — peuvent être secourues d'urgence, on constate que l'aide supplémentaire de la Ville ne revêtira qu'un caractère tout à fait exceptionnel et ne saurait donner lieu à remboursement spécial de la part de l'Etat.

C'est donc une masse de crédits et de recettes, portant sur 13 millions, qui disparaît du projet de budget primitif de Roubaix pour l'exercice 1941.

Donc, si l'on supprime complètement des dépenses et des recettes ces 13 millions de francs, le déficit réel se trouve ramené à 6.569.003 frs, plus 500.000 frs de moins-value que nous vaut le rationnement du carburant, et nous voilà avec un déficit de 7 millions 69 003 frs 40.

Les majorations envisagées

Peut-on encore comprimer ce déficit ?

La commission des finances trouva les solutions suivantes :

Les tarifs de droits d'octroi seront majorés et produiront une augmentation de recettes de 500.000 frs ; l'eau potable, avec ses nouveaux prix, apportera une nouvelle somme de 342.000 francs ; la taxe sur les licences des débits de boissons, de son côté, donnera 600.000 frs de recettes supplémentaires, le centre d'abattage de Roubaix apportera 54.000 frs ; la taxe sur le revenu net de la propriété bâtie a été relevée de 145.000 frs, etc., etc.

Au chapitre dépenses, nombreuses compressions. De plus, certaine frais occasionnés par l'occupation sont distraits du budget et reportés au compte « occupation ». Ils s'élèvent, les frais à 599.800 frs. Bref, en faisant flèche de tous bois on récupère encore une somme rondelette, et voilà le déficit ramené à 4.396.776 fr. 80.

Pas de centimes additionnels nouveaux

Il semble impossible de faire mieux, déclare M. le docteur Guislain, adjoint au maire, qui termine la discussion du budget par ces mots :

« Certes, nous avons encore un budget en déficit de 4.396.776 fr. 80, mais nous pouvons espérer que l'autorité supérieure tiendra compte des sacrifices que nous nous sommes imposés et que nous réclamons à nos concitoyens, pour nous permettre d'administrer dans la situation actuelle une ville aussi importante.

» Il n'est pas superflu de répéter que nous avons réalisé, par rapport aux années 1939 et 1940, des économies de plus de 10.000.000, que nous demandons à la population roubaisienne déjà si touchée par les événements et le coût de la vie, sa participation dans le paiement d'une taxe sur l'électricité, une augmentation des droits d'octroi et de consommation d'eau.

» Nous ne pouvons en toute conscience, sans risquer de placer la population dans une situation critique, exiger le paiement de nouvelles contributions qui correspondraient à la création de 127 centimes additionnels nouveaux pour résorber entièrement notre déficit. »

Après délibération, le Conseil municipal adopte donc le troisième projet de budget, et la ville insistera auprès du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, afin d'obtenir, en cette période exceptionnellement grave pour les finances locales, l'aide financière et indispensable de l'Etat, par l'attribution d'une subvention égale au montant du déficit.

La gestion du Bureau de bienfaisance

Les receveurs du Bureau de bienfaisance ont présenté leurs comptes de gestion, qui se soldent par un excédent de recettes de 280.045 fr. Ces comptes sont adoptés, ainsi que le budget supplémentaire de l'exercice 1940, qui s'établit avec un excédent de dépenses de 12.650 fr.

LE MARCHÉ NOIR

Les préposés-vérificateurs recevront une prime à chaque saisie de viandes vendues en fraude

On sait que le service d'inspection des denrées alimentaires, chargé du contrôle du marché de la viande, a saisi, tant en ville qu'à l'abattoir, des viandes provenant d'animaux abattus frauduleusement.

Les préposés-vérificateurs, auteurs de ces saisies, ont fait preuve, en ces circonstances, d'une initiative et d'une louable activité qu'ils ont dû exercer, dans la plupart des cas, en dehors des heures de service. Ils ont sollicité une prime sur la valeur des viandes saisies.

Le Conseil, se rendant à leurs raisons, estime qu'il faut, en effet, tenir compte du travail supplémentaire.

NORD

L'enquête sur la disparition du professeur Courtoit

Le douanier accusé de s'être emparé du portefeuille de l'Anversois est arrêté

M. Fichaux, juge d'instruction à Dunkerque, avait convoqué en son cabinet l'ex-préposé des douanes Raphaël Taccoen, aujourd'hui garde auxiliaire à Etrufi (Pas-de-Calais), indiqué comme étant le douanier qui s'empara du portefeuille du professeur Courtoit, d'Anvers, dont nous avons signalé l'odyssée tragique en mai 1940.

Le magistrat le confronta avec deux témoins ; d'une part, M. Marcel Cocquet, chef de culture à la ferme Claimé, à Loon-Plage, et, d'autre part, M. Camille Verpinacke, journalier à Cappelle-la-Grande.

Le premier reconnut formellement Taccoen, comme étant le douanier présent lors du lynchage de l'infortuné professeur, à Loon-Plage.

Le second précisa que c'est bien à Taccoen que fut remis le portefeuille du moribond. Il déclara en outre, que le douanier a menacé M. Courtoit de son fusil en disant : « Si j'étais sûr que tu es un Allemand, je te tuerais ! »

— C'est faux ! protesta Raphaël Taccoen.

En présence d'accusations aussi formelles, le magistrat instructeur décida l'arrestation de l'ancien douanier qui fut écroué.

Deux jeunes gens se noient dans le canal, à Ghyvelde

Raymond Demeyère, 16 ans, et Raymond Obert, 14 ans, avaient décidé de se baigner dans le canal au lieudit « Le moulin à eaux », à Ghyvelde. Le premier était déjà sorti de l'eau, quand le second qui venait de prendre son repas du soir, entra dans l'eau. Il ne savait pas nager et soudain il disparut sous les regards de son camarade. Celui-ci, bien que vêtu, se porta à son secours. Il fut entraîné par le noyé qui, désespérément, se raccrochait à lui. Les deux jeunes gens disparurent dans le canal. Il ne fallut pas moins de trois quarts d'heure pour que des voisins prévenus de l'accident réussissent à les ramener sur la berge.

Le personnel de la Croix-Rouge allemande, sous la conduite d'un médecin militaire et accompagnée de M. le docteur Cornette, de Ghyvelde, se rendit en hâte sur les lieux avec le matériel de sauvetage approprié. Pendant plus de deux heures, ils prodiguèrent leurs soins aux noyés. Hélas ! la mort avait déjà fait son œuvre.

Les détrousseurs de cadavres qui tentèrent de s'évader de la prison d'Hazebrouck, sont condamnés

Nous avons relaté l'audacieuse tentative d'évasion pratiquée dimanche 22 juin, à 2 h., par des détenus de la prison d'Hazebrouck. Le tribunal d'Hazebrouck, a condamné Paul Staes à 10 mois, Maurice Cauwel, 19 ans, Joseph Veys et Omer Cappoen à chacun 6 mois de prison.

Deux vieillards sont victimes du gaz, à Armentières

M. Henri Vanierberghe, âgé de 70 ans et sa femme, née Hélène Timperman, âgée de 66 ans, qui demeurent au Bizet, ont été victimes du gaz. La femme avait mis du lait à bouillir. Celui-ci se « sauva » et éteignit les flammes du réchaud.

Les vieux époux croyant le gaz fermé s'en furent se coucher. Le lendemain des voisins ont trouvé Mme Vanierberghe morte dans son lit. Son mari était près d'elle. On conserve néanmoins l'espoir de le sauver.

PAS-DE-CALAIS

Mort de Me Lucien Sergeant, bâtonnier de l'ordre des avocats de Boulogne

Me Lucien Sergeant, bâtonnier de l'ordre des avocats de Boulogne, vient de mourir dans sa 68me année.

Durant une longue carrière il plaida de nombreuses causes devant les juridictions les plus élevées de France et de l'étranger.

Il se dépensa sans compter, il y a quelque trente ans, pour la diffusion et le développement de l'esperanto et, à ce titre, il représenta la France et la région du Nord dans de nombreux congrès nationaux et internationaux.

En 1940, après la dissolution du conseil municipal de Boulogne, le préfet du Pas-de-Calais l'appela à remplir les fonctions d'adjoint au maire chargé plus spécialement de l'instruction publique et des œuvres sociales.

Durant les huit mois où il remplit ces fonctions il sut gagner l'estime et la sympathie de tous ses concitoyens.

CARNET

Naissances

— M. et Mme Abel Verschoore-De Bruyne sont heureux de vous annoncer la naissance de leur fille Marie-Agnès.

Issoire (Puy-de-Dôme), le 12 juin 1941.

Roubaix, 21, rue de Milan. 19d

— M. Michel Eloy, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre et Mme Michel Eloy-Leurent, sont heureux de vous annoncer la naissance et le baptême de leur petite Myriam. - Le 18 juin 1941. - 14, rue Gambetta, Boulogne-sur-Seine. 6d

— M. et Mme R. Carette-Lapersonne sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils Raymond.

Tourcoing, 16 juin 1941.

163, boulevard Descat. 15839d

— M. et Mme Pierre Gœthals-Weil sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille Claude.

Le 16 juin 1941.

5, rue de la Renaissance, Paris-8e. 81718d

Fiançailles

— M. et Mme Pierre Boutry-Vanden Berghe, M. et Mme Léon Watine-Dazin sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants Lucy et Hubert.

Lille, 82, rue du Long-Pot.

Roubaix, 16, rue du Grand-Chemin. 15824d

Mariage

— M. et Mme Edouard Weil-Deplechin sont heureux de vous faire part du mariage de leur fille Claire avec M. Jean-Pierre Faillot, Croix de guerre.

Le mariage sera célébré dans la plus stricte intimité à l'église du Gros-Caillou, le 27 juin, à 10 h. 30.

8 bis, rue Jean-Nicot, Paris (7e).

Feuilleton du « Journal de Roubaix » du 25 juin 1941. — N° 12.

— Je ne connais pas, dit-elle simplement.

— Ceci ne serait rien, continua Favier. Mais ce Landrieu lui-même... est mort !

— Mort ? Assassiné, lui aussi ?

— De la même manière que le fut... celui qui était assis à la table de travail de votre père. C'est pour cela qu'on m'avait appelé ce matin. On a trouvé cet homme, un poignard dans le cou, à la station de métro « Porte-de-Vanves ».

— C'est épouvantable ! dit la jeune fille dans un souffle. Est-ce tout, enfin, de ce que vous savez ?

— Non, malheureusement... Connaissez-vous André Amiot ?

Elle parut réfléchir :

— Amiot ?... N'était-ce pas un employé du Comptoir ?

— Oui. Il était même l'employé principal... Vous ne le connaissez réellement pas ?

— Je n'allais jamais à la banque. Cette maison me faisait horreur.

— Et jamais votre père ne l'a emmené ici ?

— Je ne sais pas... Je ne crois pas. C'est possible, pourtant... Il venait quelquefois l'un ou l'autre, lorsque mon père était souffrant, pour les pièces à signer... Alors ?

— C'est lui, André Amiot, qui était assis, cette nuit, dans le fauteuil de votre père !

— Et c'est lui... lui... qu'on a tué ! Les misérables ! Et pourquoi, pourquoi ?

Favier approcha sa chaise du fauteuil dans lequel Madeleine Maillebois était enfouie tout entière, comme si, se rétractant, elle avait voulu donner moins de prise aux ennemis mystérieux. Le journaliste prit dans les siennes les mains de la jeune fille. Elles étaient glacées.

— Ecoutez... Made...moiselle Maillebois...

— Dites Madeleine, simplement.

— Merci... Maintenant, je vous demande de répondre franchement, avec confiance aux questions que je vais vous poser...

— Oh ! dit-elle, de vous à moi, il ne saurait y avoir des réticences. Questionnez...

Favier se recueillit un instant. Il cherchait à voiler la forme exacte de sa pensée, tout en essayant d'obtenir une réponse précise.

— Voilà, dit-il enfin, êtes-vous certaine que c'est votre père qui était ici, hier soir, lorsque vous êtes partie pour l'Opéra ?

Elle sourit faiblement, puis répondit :

— Votre question n'est pas bien posée, Favier. Ce que vous pensez, c'est, exactement ceci : « Sachant que vers huit heures du soir votre père n'était déjà plus dans la maison, que c'était son socle, ou un homme lui ressemblant grâce à un maquillage, qui était là, pourquoi m'avez-vous dit, à moi, Favier, et aux policiers, que c'était votre père que vous aviez quitté, sur le haut du perron, en partant pour l'Opéra ?» Je ne me trompe pas, n'est-ce pas ? C'est cela votre question ? Ah ! Favier, pourquoi n'avez-vous pas confiance en moi comme j'ai confiance en vous ? Vous croyez, vraiment, que je suis au courant de cette affreuse machination ? Vous pensez que lorsque je vous demande si vous avez des nouvelles de mon père, je joue une odieuse comédie ! Ah ! mon ami, c'est mal !

Pour la première fois depuis près de quinze heures que le drame avait commencé, par la visite de Madeleine Maillebois à Jean Favier, le journaliste vit la jeune fille pleurer.

— Pardonnez-moi, dit-il, je suis une brute ! J'aurais